



Salle de consommation de drogues : le projet «*pousse-la-loi*» des Liégeois

PAR SANDRINE WARSZTACKI
PHOTOGRAPHIES : BILLY MIQUEL

La Ville de Liège n'a pas attendu la modification de la loi fédérale de 1921 contre la prohibition pour ouvrir la première salle de consommation de drogues en Belgique. Depuis septembre, Saf-ti, «*sauve-toi*» comme on dit à Lidje, permet à 200 usagers de consommer héroïne et cocaïne dans un environnement sécurisé tout en bénéficiant d'un accompagnement sanitaire. Les riverains accueillent favorablement cette initiative qui permet de réduire les nuisances dans le quartier. La Cité ardente ayant ouvert la voie, d'autres pouvoirs locaux pourraient s'y oser.

Lundi. 12 h 20. Dix minutes avant l'ouverture officielle, un premier coup de sonnette impatient retentit dans les locaux de Saf-ti. Infirmiers et éducateurs terminent d'avaloir rapidement leur casse-croûte en bavardant des derniers détails pour peaufiner l'aménagement des lieux. «*Dès qu'on a eu le feu vert pour le projet, on a tout monté en trois mois. On était épuisé, mais on l'a fait*», confie Marylène Tommaso, l'infirmière en chef, non sans une pointe de fierté. Trois mois plus tard, 183 consommateurs se sont déjà inscrits dans la salle, soit 60% de la population estimée d'usagers de rue à Liège. En moyenne, cela représente 35 consommateurs différents accueillis chaque jour. «*Dans le secteur, ça fait 10 ans qu'on attend cette salle. Pouvoir y participer, c'est comme un rêve*», se réjouit Claude, éducatrice.

À 12 h 30, les portes s'ouvrent et déjà un premier cas d'école se pose. Dans une démarche de réduction des risques, les infirmiers encouragent les usagers qui s'injectent à privilégier l'inhalation, mode de consommation un peu moins nocif. Depuis l'ouverture, la proportion d'injecteurs est passée de deux tiers d'usagers à la moitié des usagers. Mais cet après-midi, un habitué semble bien vouloir prendre le chemin inverse. «*On a essayé de réfléchir à tous les cas de figure, mais le projet vient de commencer et, des questions comme ça, il en survient tous les jours*», commente l'infirmière en chef, pas désarçonnée pour un sou. Pendant que l'équipe débat, l'homme, nerveux, crie haut et fort qu'il ira se plaindre chez le bourgmestre si on ne le laisse pas se piquer! «*On part du principe que les usagers sont les experts de leur consommation. Si un usager consomme depuis 30 ans, qui suis-je pour lui dire comment il doit se comporter? Ce sont des adultes. Si on lui interdit de s'injecter, il ira se piquer en rue et on aura raté notre objectif*», argumente Claude.

HYGIÉNISME ASSUMÉ

Saf-ti occupe les anciennes imprimeries du journal *La Meuse*. Les lieux ont été mis à la disposition par la Ville en 2010 pour feu Tadam, un projet pilote de traitement assisté par diacétylmorphine (héroïne pharmaceutique). Dans l'intervalle, le comptoir d'échange de seringues organisé par Alfa, un service de santé mentale spécialisé dans le traitement, la prévention et la réduction des risques en matière d'assuétudes, y a posé ses quartiers. À côté de la salle de consommation, les anciens locaux de la rédaction de *La Meuse* sont occupés par le commissariat ! Avant l'ouverture de la salle, le parquet a adressé une circulaire aux policiers précisant qu'aucune poursuite ne serait entamée contre ces voisins un peu particuliers. *« Certains policiers se sont légitimement posé la question de leur responsabilité personnelle. Leur métier est de poursuivre et on leur demande de laisser passer. Mais le parquet a clarifié les choses et la cohabitation se passe bien. Et en cas d'incident, c'est plutôt rassurant d'avoir la police à proximité »*, commente Dominique Delhauteur, coordinateur de Saf-ti.

À l'intérieur du bâtiment industriel dont les plafonds culminent à 9 mètres de haut, des conteneurs ont été empilés à la façon d'une construction de Lego pour accueillir les



La porte de la salle se situe juste à côté du commissariat, ce qui ne semble pas effrayer les usagers.

« En deux mois, on a enregistré 1.600 actes de consommation dans la salle. C'est autant de scènes qui sont sorties de la rue. »

Marylène Tommaso, infirmière en chef

locaux de la salle de consommation : une salle d'attente pour accueillir les usagers, une infirmerie, une salle d'inhalation, une salle d'injection et des locaux administratifs pour l'équipe. À l'entrée de la salle d'injection, des boîtes transparentes suspendues aux murs permettent aux usagers de ranger leur matériel personnel : garrots, boules Quies, etc. *« Les consommateurs de cocaïne et d'héroïne ne s'entendent pas trop. Les premiers supportent mal les stimulations extérieures »*, précise l'infirmière en chef. Dans cet espace exigu, un paravent offre un brin d'intimité aux consommateurs qui voudraient se piquer dans la cuisse. Au mur, une affiche du corps humain présente les zones d'injections recommandées : vert pour les bras, orange pour les parties risquées, rouge pour les poignets, le cou et la région du bassin. *« Quand quelqu'un a les veines en trop mauvais état, on en profite pour lui suggérer de passer à la salle d'inhalation »*, poursuit Marylène. Un autre poster présente des agrandissements de photos d'aiguilles au bout de plusieurs usages. *« Dans la rue, y a des gars qui sont prêts à prendre ton aiguille même quand tu leur dis que tu as le sida. On pique, on pique et puis la peau elle devient comme du cuir, t'arrive plus à enfoncer l'aiguille. Là-dessus t'attrapes un microbe et ta main elle devient comme ça »*, explique une jeune consommatrice en pointant la main boursouflée de son compagnon d'infortune.

Dans la salle d'inhalation, des haut-parleurs crachent un morceau de musique couvert par le bruit puissant des extracteurs qui renouvellent l'air des neuf cabines. Murs blancs, éclairage au néon, table en inox, ici, c'est surtout l'accueil du personnel qui crée la chaleur. Il y a deux écoles pour les salles de consommation, explique Dominique Delhauteur : l'école hygiéniste et l'école compassionnelle. *« Dans l'école compassionnelle, on respecte les rituels des usagers. Ici, on assume le côté hygiéniste. On est là pour faire de la réduction des risques et donc essayer de faire changer ces rituels. »*

UN DISPOSITIF PRESQUE COMPLET

Dans la salle d'attente, les conversations s'enchaînent à côté de la machine à café sous la surveillance discrète d'un garde d'une société de sécurité privée, qui semble encore tout étonné de s'être vu attribuer cette mission particulière. Un homme à l'allure imposante se roule une cigarette sur une table basse sur laquelle a été collé, sinistre épitaphe, le nom des toxicomanes morts l'année précédente. Un autre discute au comptoir avec les éducateurs de Saf-ti et d'Alfa qui tiennent l'accueil en tandem. Il pointe le sac à dos à ses pieds en se plaignant de n'avoir d'autre endroit où mettre en sécurité l'argent qu'il doit percevoir du CPAS. « *Tu pourrais peut-être penser à t'ouvrir un compte. Pour cette fois, ça se semble court, mais laisse mûrir l'idée* », lance François, un éducateur d'Alfa. Ici, on distribue des seringues comme on tend des perches.

Si l'objectif premier est médical, la salle est aussi un endroit qui permet de faire le lien avec d'autres services d'accompagnement. « *On est là pour le tuilage*, explique sa collègue Joëlle. *Petit à petit, des liens de confiance se créent avec les usagers. On est formé à l'écoute. Quand on décèle des signes de lassitude, on essaie de les accrocher et de les orienter vers les structures d'aide existantes. Parfois la demande peut aussi être très explicite* », poursuit l'éducatrice tout en encodant le nombre de seringues reçues et échangées dans un tableau Excel. Jusqu'à présent, ce réseau s'organise de façon assez informelle. « *Dans les prochains mois, on va s'atteler à s'organiser avec les autres acteurs pour mettre en place un parcours de soins, faire des conventions avec les institutions, pour éviter que les usagers ne soient bringuebalés d'un endroit à l'autre comme c'est parfois la cas* », commente Dominique Delhauteur.

Aujourd'hui Liège dispose d'un panel étoffé d'acteurs qui permet de jouer sur les différents piliers de la politique d'accompagnement des assuétudes : la prévention, la réduction des risques, le thérapeutique, avec la présence de plusieurs hôpitaux et acteurs de soins de santé mentale. Un regret toutefois, l'absence d'un projet de délivrance d'héroïne médicalisée. Malgré une évaluation positive par les universitaires qui ont encadré le projet pilote Tadam, celui-ci n'a pu être reconduit au-delà de la phase d'essai prévue. Saf-ti et Tadam sont des projets très différents mais néanmoins complémentaires. La salle de consommation offre un abri à des personnes qui viennent y consommer la drogue qu'ils apportent eux-mêmes. Ce dispositif relève du « bas seuil », comme on dit dans le jargon du secteur pour désigner un accueil ouvert à tous les publics sans autres conditions que de respecter les règles du lieu. Tadam au contraire s'adressait à des usagers soigneusement sélectionnés qui devaient s'engager à respecter des conditions strictes pour participer au programme. L'objectif du traitement de délivrance de diacétylmorphine est de permettre au patient de ne plus consommer d'héroïne de rue et, par conséquent, de diminuer les effets négatifs de son assuétude. « *Tadam ne convient pas à tout le monde, mais Saf-ti pourrait être en quelque sorte la salle d'attente de Tadam où l'on repère des personnes qui seraient de bons candidats pour un projet de délivrance d'héroïne dans un cadre médical* », rêve Marylène. Un jour, peut-être. Le projet Tadam continue à recevoir le soutien des autorités locales.



Quelques éléments de déco viennent mettre une touche d'humour dans ces lieux aseptisés : Julietta, la peluche infirmière rasta, et un dragon apporté par un usager, référence à l'expression « chasser le dragon » (inhaler de l'héroïne).

« Les citoyens veulent qu'on agisse pour ne plus voir de scènes de consommation et qu'on aide ces gens, pas qu'on les foute dans la Meuse ! »

Dominique Delhauteur, coordinateur



Marylène Tommaso, l'infirmière chef, et Dominique Delhauteur, le coordinateur, portent le projet avec une énergie communicative.

« Ce que je n'ai pas réussi à faire changer par le haut quand j'étais député, j'ai décidé de le faire changer par le bas, à l'échelle de la ville. »

Willy Demeyer, bourgmestre de Liège

« Le risque est calculé. Il y a beaucoup d'arguments qui pourraient être donnés en cas de procès pour expliquer les enjeux sanitaires », précise le bourgmestre.

En 2014, Willy Demeyer, à l'époque bourgmestre et député fédéral, a déposé deux avant-projets de loi. Le premier porte sur la légalisation des dispositifs de délivrance d'héroïne sous contrôle médical. En 2010, le projet pilote Tadam avait pu voir le jour dans le cadre de la loi sur les essais cliniques, mais il n'existe aucun cadre légal pour permettre ce type de projet de façon plus pérenne. Le second porte sur la légalisation des salles de consommation. Ces propositions doivent prochainement être débattues en commission à la Chambre. Une étude commandée par l'État fédéral à Belspo, le service public de programmation de la politique scientifique, sur la faisabilité des salles de consommation en Belgique a contribué à relancer le débat en soulignant largement les effets positifs de ces dispositifs¹. « Les études d'évaluation dans le monde entier ont montré que ces structures atteignent - et sont acceptées par elles - les populations cibles vulnérables qui ne sont souvent pas atteintes par les autres services généraux. En retour, l'utilisation de ces dispositifs a été associée à une réduction des comportements d'utilisation de drogues à risque et à une réduction de la morbidité et de la mortalité par surdose. [...] Les salles de consommation se sont également révélées bénéfiques pour les grandes collectivités qui les entourent. » Cerise sur le gâteau, en permettant d'économiser des millions d'euros en prévenant les nouveaux cas de VIH et de VHC et les décès par surdose, ces dispositifs s'avèreraient aussi rentables, notent aussi les auteurs.

Malgré ces arguments plus que favorables, la dépénalisation des salles reste bloquée par la N-VA, qui ne veut pas en entendre parler. Du moins, quand elle est sous le feu des projecteurs du fédéral. À Anvers, ville dirigée par le parti nationaliste, un projet de réduction des risques visant à fournir des logements à des personnes toxicomanes fonctionne en toute discrétion avec l'assentiment des autorités...

UN BOURGMESTRE, DEUX BOURGMESTRES, TROIS BOURGMESTRES

Avec les comptoirs d'échange de seringues et les projets de délivrance de méthadone dans les années 90, la Ville de Liège a souvent fait figure de pionnière en matière politique d'accompagnement des assuétudes, quitte à bousculer un peu la loi pour les besoins de la cause. « Ce que je n'ai pas réussi à faire changer par le haut quand j'étais député, j'ai décidé de le faire changer par le bas, à l'échelle de la ville », confie Willy Demeyer à propos de l'ouverture de Saf-ti. Une attitude qui ne manque pas d'inspirer ses confrères bourgmestres.

L'asbl Transit porte depuis longtemps le projet d'ouvrir une salle de consommation sur le territoire de la Région bruxelloise. La commune de Molenbeek a ouvert une porte avant de la refermer. *In fine*, c'est Bruxelles-ville qui pourrait franchir la pas. Philippe Close (PS) a récemment annoncé dans la presse son intention d'ouvrir une salle. La création de ce dispositif doit être confirmée dans la déclaration de la nouvelle majorité communale actuellement en discussion. Récemment, les habitants de l'Alhambra, un quartier populaire de Bruxelles engoncé entre les tours de bureaux et les grands

« J'ai pas envie de faire
une overdose tout seul dans
ma tente. »

A., consommateur

boulevards urbains, ont posté des vidéos sur les réseaux sociaux pour dénoncer les nuisances liées à la prostitution et à la consommation de drogues dans le voisinage. « Il y a une unanimité autour de ce projet. La police constate l'échec des approches répressives. La création d'une salle fait partie des demandes du comité d'habitants. Les mentalités évoluent, les gens comprennent que les problèmes liés à la toxicomanie ne se résolvent pas avec des approches sécuritaires », commente Wafaa Hammich, attaché de presse de Philippe Close. À Charleroi, Paul Magnette s'est également engagé en faveur de l'ouverture d'une salle. « La volonté de Charleroi de créer une salle est bel et bien là, le travail d'élaboration du dossier est mené conjointement avec une association de terrain, Le Comptoir. Il reste un obstacle



S. fréquente la salle plusieurs fois par jour.



A. songe à s'inscrire dans un programme de méthadone.
Il a vu l'info sur une des affiches aux murs.

à résoudre en la réticence du parquet de Charleroi à collaborer dans ce dossier», précise Fanny Van Leliendael, attachée de presse du bourgmestre.

Ces dynamiques locales sont soutenues par les Régions, qui se sont vu confier des compétences en matière de gestion des assuétudes lors de la sixième réforme de l'État. La Région wallonne s'est engagée à financer le fonctionnement de Saf-ti en 2019, soit un budget annuel d'environ 800.000 euros. À Bruxelles, la création de salles de consommation fait partie du plan global de prévention et de sécurité. Un dispositif de délivrance d'héroïne médical et une salle de consommation doivent trouver place dans le « entre intégré d'admission à bas seuil » qui ouvrira ses portes en 2023 dans le quartier Nord.

« Dans un contexte général de criminalisation croissante des usagers de drogues induite par les politiques fédérales, la création de projets d'accès à bas seuil comme les salles de consommation permet de recréer du lien et de la confiance », analyse Bruno Valkeneers, responsable communication de l'asbl Transit. Qui rappelle toutefois que, si on peut se réjouir de l'élan entraîné par l'ouverture d'une salle à Liège, la Belgique accuse un retard énorme. « En Europe, près de 90 salles de consommation à moindre risque ont déjà ouvert leurs portes. Et certains pays sont déjà passés à des projets plus innovants, comme les hôtels et les maisons de repos pour usagers de drogues. » •

1. « Feasibility study on drug consumption rooms in Belgium », Belgian Science Policy Office (Belspo), 2018.